

L'EPC dans le secondaire débattu la semaine prochaine

ÉCOLE La majorité veut aller vite, malgré l'appel au report des profs. Dans l'opposition, on prône plutôt la prudence

Le compte à rebours est lancé. Le cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté (EPC) est censé débarquer en secondaire lors de la prochaine rentrée. Si le temps presse, c'est parce que septembre est, pour ainsi dire, demain et que les vacances approchent, pour les parlementaires comme pour l'école.

Et les professeurs de religion et de morale doivent décider pour le 31 juillet s'ils continuent à enseigner leur matière ou le futur cours d'EPC - le cumul au sein d'un même établissement étant interdit - alors que le décret n'a toujours pas été voté. « Un chèque en blanc » pour le Corme, collectif de profs de morale, religion et EPC, entendu ce jeudi en commission Education de la Fédération.

Entre le risque de devoir travailler dans un trop grand nombre d'établissements pour prester suffisamment d'heures, la crainte de voir les cours confessionnels disparaître à terme ou les

incertitudes liées à la formation pour dispenser le nouveau cours, les enseignants ont donc prôné un report d'un an de la mise en place du décret, le temps de clarifier les choses. « Une solution serait de reporter la réforme du secondaire d'un an afin de régler les problèmes dans le primaire et permettre aux enseignants du secondaire d'avoir toutes les cartes en main pour faire leur choix de carrière et peu importe celui-ci, travailler dans de bonnes conditions et dans l'intérêt des étudiants », a estimé le collectif.

La ministre de l'Education Marie-Martine Schyns (CDH) a renvoyé la balle au parlement concernant un éventuel report. Après être passé au conseil des ministres, le texte doit en effet être examiné par la commission la semaine prochaine avant d'être voté au parlement.

Les autres membres de la majorité « en affaires courantes » se sont toutefois prononcés contre un report. « Nous savons bien entendu les difficultés aux-

quelles sont confrontés les professeurs, et il faut peut-être adapter des points, Mais il faut que ce dossier aille le plus vite possible. Sinon, on maintient le "cours de rien" une année de plus dans le secondaire », a estimé Christie Morreale (PS),

appuyée par Isabelle Moinnet (CDH), elle aussi opposée à un report.

L'Ecolo Christos Doukeridis, lui, a réaffirmé son soutien total à l'EPC, mais a défendu un report. « On nous avait assuré que les textes seraient prêts pour mars et on n'a toujours aucun cadre légal aujourd'hui. Cette raison est, à elle seule, suffisante pour demander un report et poursuivre sereinement les débats. »

La prudence est de mise pour le groupe MR, dont la porte-parole a reconnu une certaine « perplexité » face à la situation actuelle. « Attendons de voir ce qu'elle va proposer et ce qui remontera du terrain... Nous nous prononcerons mardi en commission. » ■

THOMAS CASAVECCHIA